impôts locaux dans le Val d'Oise… c'est pour se plaindre que l'argent pompé aille aux allocataires du RSA, les plus pauvres des travailleurs. Faudrait savoir…

L'étranger, ça peut servir
Les militants d'extrême droite aiment se définir comme *« enracinés »* dans une culture, une histoire, un territoire… Mais il leur arrive parfois de prendre quelques libertés avec cet attachement revendiqué. Depuis plusieurs années, certains sites Internet de la fachosphère – cette nébuleuse qui s'évertue à prêcher la parole *« patriote »* sur la Toile – sont hébergés à… l'étranger, dans le but à peine voilé d'échapper à la justice française. Ainsi de *Riposte laïque* en Suisse ou *Fdesouche* – dont Marine Le Pen a publiquement pris la défense par le passé – au Canada. (*Le Monde*)

Pas cher payé
Le cynique Franck Sinisi, élu municipal d'extrême-droite de Fontaine (Isère), vient d'écoper de 2 mois de prison avec sursis pour « incitation à la discrimination ou à la haine raciale ». Il avait déclaré en février dernier vouloir « récupérer les dents en or » des Roms pour « les nourrir et les loger ». Exclu du FN, il sévit maintenant dans les rangs de Civitas.

Camus en remet une couche
Renaud Camus, l'idéologue des fachos, vient d'annoncer la fondation d'un énième mouvement, le Conseil national de la résistance européenne (CNRE) pour « lutter contre le grand remplacement », son cheval de bataille depuis quelques années. Fais-toi plaisir vieux débris, tant que les fachos se divisent, nous on applaudi.

… et d'ailleurs.

Solidarité avec les condamnés du quai de Valmy

Au terme de plusieurs jours de procès, la sentence est tombée fin septembre : 30 années de prison cumulées pour les six camarades poursuivis pour l'incendie volontaire d'une voiture de flics le 18 mai 2016. Des condamnations prononcées... sans aucune preuve. Rappel des faits.

De mars à juillet 2016, les grandes villes de France ont vécu au rythme d'un grand mouvement social contre la loi El Khomri. Partout dans le pays, des centaines de milliers de personnes investissent les rues.
Face à cette combativité et au rejet massif de cette loi, le gouvernement Valls fait le choix de la répression. A chaque manifestation, un important dispositif policier est déployé. Gazage, tabassages, matraquage et arrestations deviennent la norme. Chaque manif charrie son lot de blessés graves jusqu'à la perte d'un œil pour un syndicaliste suite à un tir de flashball). Les condamnations se multiplient. C'est dans ce contexte que se déroulent les événements du quai de Valmy en mai 2016.

A l'appel du syndicat policier d'extrême droite Alliance, plusieurs centaines de flics se réunissent sur la place de la République pour protester contre la « haine anti flic ». Sont présentes également d'éminentes personnalités politiques parmi lesquelles Marion Maréchal-Le Pen et Éric Ciotti, venus témoigner leur soutien aux pauvres petits policiers. La place entière est privatisée par la police.

Réplique aux violences et provocations policières

Pour les opposants à la loi El Khomri, la provocation est double. Comme rappelé plus haut, le mouvement social à été victime d'une répression féroce. De plus, la place de la République est, avec Nuit debout, le symbole de ce mouvement. En réponse à cette provocation et à l'appel du collectif « Urgence notre police assassine », des centaines de manifestants se réunissent en amont de la place. D'abord autorisé, ce rassemblement est finalement interdit et les manifestants sont refoulés loin de la place. Commence alors une manifestation jusqu'au quai de Valmy. C'est sur ce quai qu'une voiture de police est prise pour cible.

A peine quelques heures après les faits, plusieurs personnes sont arrêtées. Antonin B, l'un des prévenus, raconte avoir entendu des policiers déclarer : « Les RG nous ont envoyé ceux-là. Faut se débrouiller pour trouver des preuves ». Ils ont été arrêtés sur la simple base d'un témoignage anonyme qui s'avère être celui… d'un flic.

Pendant ce temps, les images tournent en boucle et les médias tartinent. Sur les plateaux télé, on crie à la tentative de meurtre. Éditorialistes et politiques se succèdent, clamant leur indéfectible soutien à la police. Valls promet des sanctions exemplaires. Le cirque médiatique bat son plein.

Le procès s'est déroulé du 19 ou 22 septembre dans une ambiance tendue. Ces 3 jours d'audience ont montré le vide abyssal du dossier. La culpabilité des prévenus n'a été établie que sur la base du témoignage « anonyme ».

Nous affirmons que ces condamnations s'inscrivent dans une politique de criminalisation de la contestation sociale. Face à cette justice de classe, une seule réponse : la réappropriation des rues.

ALERTE

ZONE 95 ANTIFASCISTE

BULLETIN D'INFORMATION DU COLLECTIF ANTIFASCISTE DU VAL D'OISE

N°3
Décembre 2017

Édito

Les mois défilent, les actes restent. Sept mois après l'accession de « Jupiter » Macron à la tête de l'État français, la position difficile que nous avions tenue de signifier par l'abstention et l'action de rue que face à Le Pen, l'avenir ultra-libéral de Macron ne représentait pas la solution mais qu'il était lui-même une donnée du problème, se confirme pas à pas.
Politiques antisociales, destruction du droit du travail, renforcement du flicage des plus précaires et des migrants, répression des militants syndicaux et politiques… Macron continue et accroît de manière inégalée les politiques du précèdent gouvernement, celles dont s'était nourrit le Front National ces cinq dernières années.

Riposte solidaire et auto-défense populaire !

Si la défaite de Marine Le Pen au deuxième tour de la Présidentielle est une bonne nouvelle, la menace fasciste reste réelle. Parler de la « crise du FN » et de son « échec » c'est ne pas vouloir comprendre les enjeux, qui, tout comme notre combat, ne sont pas principalement électoraux. D'ailleurs, les groupuscules fascistes s'agitent, multipliant attaques et provocations.
Ici, dans le 95, si nous ne lâchons pas d'une semelle les quelques fachos qui s'agitent, on s'est dit aussi qu'il fallait donner du concret dans nos actes, et notamment lorsque que le besoin de solidarité se fait sentir. La collecte que nous avons organisé pour soutenir l'appel du centre d'hébergement de migrants à la patinoire de Cergy a été une première tentative, et elle fut couronnée de succès. Les Val d'Oisiens comme nous, semblent être attachés à la solidarité populaire et refusent la stigmatisation, l'abandon des personnes vulnérables comme les migrants. Partant de là, on compte continuer à développer, en parallèle de nos activités antifascistes, des actions de solidarité envers les migrants et tout ceux qui sont les plus frappés par les politiques antisociales. En créant du lien, en refusant de sombrer dans l'individualisme, on ouvre une alternative politique et sociale au choix qu'on nous soumet en permanence, celui de toujours plus d'exclusion et de violence. Vous voulez essayer ?

Avec Macron ? C'est pire

Comme pour tout un tas d'autres sujets, la politique de Macron et son gouvernement en ce qui concerne la question des migrants est encore pire que celle qu'osaient mener ses prédécesseurs. Il y a en effet de quoi s'inquiéter quand les nazis de Génération Identitaire, les mêmes qui ont affrété un bateau l'été dernier pour essayer d'empêcher des migrants d'atteindre l'Europe, félicitent le gouvernement sur sa politique migratoire.

Si la situation était déjà assez catastrophique pour celles et ceux qui voulaient rester en France ou aller plus loin, par exemple en Angleterre, Macron dit qu'il faut renvoyer plus de migrants dans leur pays d'origine.

Si la machine idéologique était déjà bien en route pour marteler la division entre les « bons » et les « mauvais », les« refugiés » et les « migrants », le discours de Macron avance encore en utilisant en permanence le terme « migrant économique ». Cela sert, premièrement, à jouer cyniquement sur la peur de millions de travailleuses et travailleurs, en situation déjà plus ou moins instables ou précaires, dont la vie deviendra encore plus difficile à cause de ces méchants étrangers venus seulement pour piquer leurs boulots. Et deuxièmement, à faire le tri pour n'accepter que celles et ceux suffisamment exploitables pour faire mieux tourner les roues rouillées de l'accumulation capitaliste française.

Et si la Turquie n'était pas suffisamment loin, pour ne pas dire questionnable au niveau des droits de l'Homme, Macron veut repousser la « gestion » des migrants en… Libye. En effet, après l'accord de 2006 entre l'UE et la Turquie prévoyant la possibilité de renvoi de nouveaux migrants arrivés en Grèce vers la Turquie, notre cher président parle maintenant d'établir des hot-spots libyens, et l'UE financera ses garde-côtes. Au moment de cette annonce la Libye était déjà un pays fracturé et chaotique, mais cette politique est encore plus honteuse au vu des révélations choquantes de vente de migrants sur des marchés d'esclaves libyens. Bien sûr, il ne faut jamais oublier que la France et ses alliés occidentaux sont les principaux responsables de la situation désastreuse actuelle en Libye, tout comme celles des pays que fuient nombre de migrants, comme la Syrie, l'Irak, l'Afghanistan, le Mali… Des années d'interventions militaires et économiques rendent leur vie tellement difficile que les gens sont poussés à la risquer à maintes reprises en devenant « migrant » et en essayant d'arriver en Europe. Parmi ces risques, la traversée de la mer méditerranée représente l'un des plus meurtriers, avec plus de 5.000 morts l'année dernière. Quand on parle de « gestion des flux migratoires » on parle de plus de patrouilles, plus d'armes, plus de barrières, et donc plus de naufrages, plus de morts.

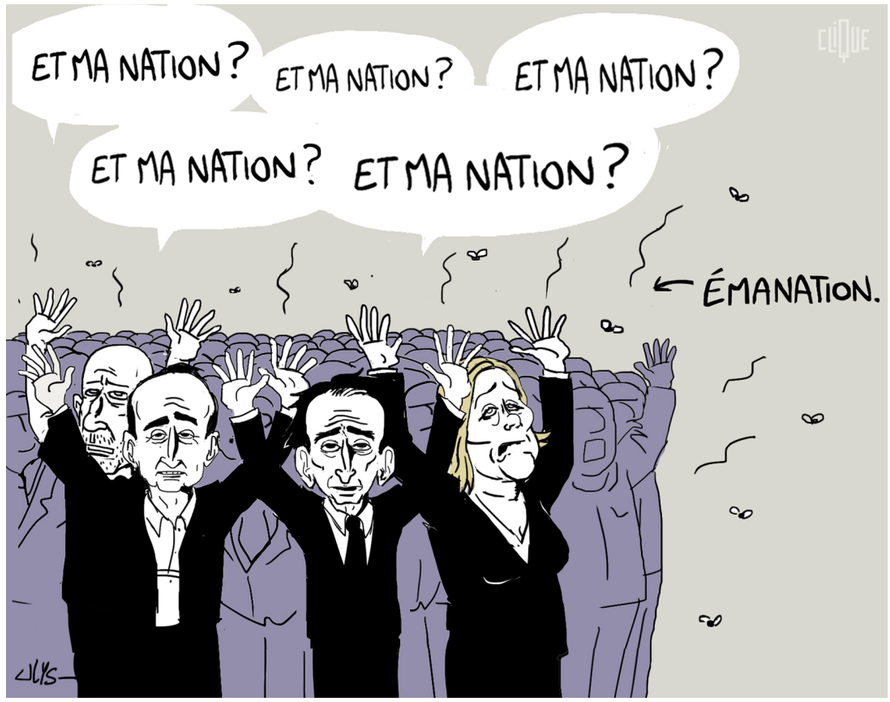
(Suite de la page 1)

En France, les migrants arrivent dans, mais sont aussi instrumentalisés pour justifier, l'état d'urgence (permanent parce que maintenant constitutionalisé ; encore une fois, de pire en pire avec Macron). Un climat, donc, de racisme, d'islamophobie, du tout sécuritaire. Un climat où la police travaille avec groupuscules fascistes à Calais pour intimider et agresser les migrants toujours sur place malgré le démantèlement de la « jungle ». Un climat aussi où les campements de fortune sont démantelés à répétition, les occupants agressés et leurs affaires détruites. Souvent, ces rafles servent à faire « disparaitre » le problème, en parquant les migrants dans des centres, et en même temps en cassant tout lien de solidarité et d'organisation entre migrants eux-mêmes, et entre eux et des militants et communautés autour. L'évolution de ces centres est à suivre, car il est à craindre qu'ils ne deviennent que de simples centres de tri pour accomplir plus rapidement le but de Macron de toujours en renvoyer plus.

Même la solidarité est réprimée (comme avec le cas très médiatisé de Cédric Herrou et l'association Roya Citoyenne). Mais solidarité, il y a. A chaque fois qu'un campement se forme, à chaque fois que la répression tombe, à chaque appel de dons, il y a une réponse. Nous devons être prêts à répondre aux demandes des migrants, à leurs revendications. En rejetant une approche paternaliste ou « purement humanitaire » il faut tisser des liens de solidarité, et faire le lien entre les besoins immédiats et les revendications globales : pour une liberté totale d'installation et de circulation, contre tout mur, barrière et frontière.

E&R fête ses 10 ans, c'est 10 ans de trop !

Le 4 novembre dernier, dans l'indifférence générale, s'achevait la tournée anniversaire de la création du groupuscule d'extrême-droite « Egalité et Réconciliation ».
Situé dans un lieu gardé secret jusqu'au bout et même après l'évènement (par peur des ripostes antifascistes sûrement), la dernière conférence, en région parisienne, a rassemblé les irréductibles fidèles du « gourou » businessman Alain Soral, qui a eu droit a un joli gâteau payé grassement par ses suiveurs (la demi-journée de conférence « politique » étant facturé 20 euros par tête). Autour de lui, une grappe de personnalités d'extrême-droite (comme Alain Escada, président du groupuscule catholique extrémiste Civitas) et d'auteurs plus ou moins complotistes et antisémites, marques de fabrique de l'organisation.
Créé en 2007 par Soral, girouette politique passé du PCF au FN doublé d'un certain talent pour la mythomanie compulsive à propos de son parcours personnel, l'organisation est construite autour du slogan « Droite des valeurs - Gauche du travail », et se donnait pour principale ambition de ramener dans le giron nationaliste, les classes populaires, plus particulièrement celles issues de l'immigration, en s'appuyant sur leur conservatisme et leur haine des juifs fantasmée.
Délaissant très rapidement l'action de rue (où les première apparitions de l'organisation sont des fiascos), le développement d'ER s'appuie avec efficacité sur les réseaux sociaux et les vidéos mettant en scène son président, celui-ci développant un discours pseudo-analytique (assez souvent contradictoire et incohérent) de la géopolitique nationale et mondiale basé sur la croyance obsessive d'un « complot sioniste » (comprendre « juif »), mais aussi de positions réactionnaires (sur le rôle de la femme, la sexualité notamment, dont les évolutions progressistes sont dénoncées comme autant d'éléments du complot pour affaiblir la civilisation européenne), Soral avait réussi, il faut l'admettre, à obtenir une influence certaine, notamment dans la jeunesse de la classe moyenne, mais surtout à attirer autour de lui un certain nombre de personnalités et d'auteurs d'extrême-droite. Cette notoriété a atteint son apogée en 2013, dans la suite des déboires médiatiques de son acolyte, l'humoriste raciste Dieudonné. Imbu de lui-même, Soral s'est cru sans en douter, à ce moment, en position de force, particulièrement face au FN dont il a pensé pouvoir remplacer la ligne politique islamophobe par sa ligne antisémite. Cependant, depuis, rien n'est allé pour le gourou : condamnations judiciaires en cascade pour ses sorties racistes, retournement de veste de plusieurs de ses acolytes, éclatement au grand jour de ses multiples manipulations financières et morales, ainsi que de son incohérence politique. Mis à l'écart du circuit médiatico-politique qui avait contribué à son succès du début, constamment démonté dans ses discours par le travail critique de fond et de forme mené par les collectifs antifascistes et la gauche radicale, mais aussi de plus en plus contesté à l'extrême-droite car jugé pas assez raciste et islamophobe, Soral et ce qu'il reste de sa clique en sont réduit à continuer leur business politique (rentable jusqu'alors) sur un cercle toujours plus réduit, avec des prises de positions de plus en plus ridicules mais néanmoins nauséabondes (dont la défense du régime nord-coréen et la revendication du national-socialisme sont les derniers volets en date).
De notre côté, on se réjouit de la chute programmée de l'imposture Soral. Il faut cependant rester vigilant. Si une grande partie des personnes ayant pu à un moment être séduites par le phrasé du personnage ont aujourd'hui ouvert les yeux et s'en sont éloignées, d'une part il n'a pas complétement disparu, de l'autre le travail de conquête idéologique effectué par E&R a laissé des traces qui sont aujourd'hui encore vivace notamment dans une partie de la culture politique qui se développe toujours sur les réseaux numériques, et alimente en permanence une analyse confuse teintée d'idées réactionnaires affectant particulièrement la jeunesse. Comme militants antifascistes, on continuera le temps qu'il faudra à porter la contradiction, dans le fonds et dans la rue, face à Soral et tous les apprentis qui lui ont emboîté le pas.



QUI SOMMES-NOUS ?

Galvanisés par des responsables politiques qui encouragent la montée des idées réactionnaires par leurs actes et leurs discours nauséabonds, les militants néo-fascistes tentent de reconquérir la rue, les esprits et les urnes.
Au début de l'automne 2013, constatant ce retour en force d'une extrême droite rance et haineuse qui s'accompagne de l'augmentation des agressions physiques et verbales à l'encontre des étrangers ou des homosexuels dans notre département et partout en France, un collectif de plusieurs dizaines de simples citoyens venus de tous les horizons politiques, syndicaux et associatifs s'est constitué pour organiser la riposte.

Nous refusons de laisser le terrain à cette France d'un autre âge.

Contact : collectif.antifasciste.95@gmail.com
Nous suivre : Facebook.com/collectif.antifa.95

Brèves d'égout…

Justice pour Adama !
Un an et demi après le meurtre d'Adama Traoré par les gendarmes de Beaumont-sur Oise, ceux qui l'ont asphyxié ne sont donc toujours pas jugés, ni condamnés. En revanche, ses deux frères sont sous les barreaux, et trois nouveaux procès se préparent, chaque fois pour des accusations liées aux suites directes des mensonges et injustices concernant ce meurtre. La famille Traoré fait face également à des milliers d'euros d'amende. Ne laissons pas cette parodie de justice se développer.

Porte ta croix
L'inénarrable Karim Ouchikh, ancien conseiller municipal FN à Gonesse, appelle à un rassemblement le 12 décembre à Paris pour *« défendre nos croix et nos symboles chrétiens »*. On pourrait lui proposer de le clouer sur sa croix pour faire encore plus vrai ; on se contentera de lui clouer le bec à celui qui dit maintenant se situer entre Le Pen et De Villiers (beurk).

Fachos interdits de rue
Le groupuscule fasciste Génération identitaire entendait manifester le 25 novembre dernier *« pour la défense de l'Europe face aux islamistes »*. Face aux nombreuses contre-manifs antifascistes qui s'annonçaient, la préfecture de police de Paris à interdit la manif des fafs.

Impôts locaux
« Venir en aide à nos compatriotes pauvres plutôt que de verser des allocations aux hordes d'étrangers qui nous envahissent », c'est le (plus ou moins) nouveau crédo de la fachosphère. Y compris et surtout au FN. Sauf que quand le FN 95 dénonce dans un communiqué la hausse des